

La ville futuriste portée par l'Arabie saoudite : stratégie d'image ou virage plus concret ?

Le pays, grand exportateur de pétrole, envisage de construire une ville moderne « zéro voiture », basée largement sur les technologies de l'intelligence artificielle.

MATHIEU COLINET

Jusqu'ici, on l'appelait « Neom », il semble que c'est désormais « The Line ». Dans les deux cas, il s'agit en tout cas de cette ville du futur entre la mer Rouge et la Jordanie portée par le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed Ben Salmane depuis quelques années. Président du conseil d'administration de la société derrière le projet, ce dernier est apparu à la télévision voici quelques jours pour dépeindre à grands traits ce que sera cette nouvelle cité de 26.500 km² « zéro voiture, zéro route, zéro émission de CO₂ » basée largement sur les technologies de l'intelligence artificielle. Autrement dit, une ville on ne peut plus écologique au pays du pétrole. D'où cette question : faut-il voir dans ce méga-projet une offensive en matière d'image ou peut-on le relier aux éléments plus concrets d'une politique économique ? « A travers ce genre de projets, il est question d'image », affirme Thierry Kellner, docteur en relations internationales et maître de conférences à l'ULB. « Mais il est très difficile néanmoins de n'y voir que cela car le projet fait écho à une série d'autres éléments. »

« Vision 2030 »

Pour Thierry Kellner, au travers d'un projet de nouvelle ville, le pays peut évidemment porter une image de modernité, a fortiori sur la scène internationale. En 2020, celle-ci se conjugue parfaitement avec la prise en compte des enjeux climatiques. « N'oublions pas que ces enjeux se posent directement dans cette région du monde, particulièrement fragile et vulnérable au changement climatique. C'est en cela par exemple qu'à travers ce genre de projet, il est question d'image bien sûr mais aussi de poursuite d'éléments plus cruciaux », indique le spécialiste.

On ne voit du pays que ce qu'on veut bien nous montrer. L'ouverture et la modernisation ne sont pas présentes

Sébastien Boussois

Chercheur en sciences politiques



Thierry Kellner évoque en outre la transition annoncée par le pays depuis plusieurs années – popularisée sous le nom de « Vision 2030 » : « L'objectif que s'est donné le pays, c'est celui d'une économie plus diversifiée. Actuellement, celle de l'Arabie saoudite dépend encore étroitement du pétrole alors que sa consommation va aller en diminuant progressivement comme on le sait. Le pays a vraiment un potentiel en matière d'énergie solaire ou éolienne. Il a vocation à les exporter. Cette nouvelle ville « zéro émission de CO₂ » pourrait permettre de mettre en avant cet aspect des choses aussi, avec à la clé un bénéfice en termes d'image. »

Selon Thierry Kellner, la construction de l'immense ensemble urbain, dont le coût s'annonce gigantesque, devrait éga-



lement permettre de booster l'emploi dans un pays où le taux de chômage reste important.

Sébastien Boussois, chercheur en sciences politiques associé au CECID (ULB), pointe quant à lui différents éléments d'image en lien avec des stratégies politiques.

« Avec Donald Trump, le prince héritier Mohammed Ben Salmane avait les mains libres. L'arrivée de Joe Biden comme président des Etats-Unis provoque un changement de contexte qui crée une nécessité, voire une urgence en termes d'image : celles de faire croire que l'Arabie saoudite se trouve dans la pente d'une modernisation et d'une ouverture. Ce n'est pas ce qu'a souligné la politique des dernières années, avec notamment la guerre au Yémen... »

« Une dissimulation par l'art »

Sébastien Boussois parle même, dans cette bataille d'image, d'une « volonté de dissimulation par l'art » : « Personne ne croit vraiment à l'ouverture de l'Arabie saoudite ou du prince héritier. Par rapport à cela, il y a une volonté d'essayer de vendre des éléments de langage, d'architecture et de loisirs pour continuer de faire passer un agenda politique très austère dont l'objectif est de tenter de maintenir un leadership », indique le chercheur.

Pour Sébastien Boussois, l'image que l'Arabie saoudite tente de vendre en filigrane de ce projet de ville futuriste risque toutefois de se fracasser sur la réalité. « On le comprend actuellement avec la course du Dakar : on ne voit du pays que ce qu'on veut bien nous montrer. L'ouverture et la modernisation ne sont pas présentes. L'Arabie saoudite reste un pays arriéré. Et je ne suis pas sûr qu'elle puisse faire, même en cinquante ans, les avancées que le Qatar ou les Emirats arabes unis ont faites au cours des vingt dernières années. Le prince héritier Mohammed Ben Salmane n'a d'ailleurs cessé de donner des éléments qui viennent contredire la « Vision 2030 », pointée pourtant comme une référence. Par conséquent, je ne pense pas que l'on soit dans les conditions pour que la nouvelle ville puisse briller quand bien même elle serait un jour construite. »

Actuellement, l'économie de l'Arabie saoudite dépend encore étroitement du pétrole alors que sa consommation va aller en diminuant progressivement.

© REUTERS

pétrole S'il ne reste qu'un producteur, ce sera le royaume des Saoud

BERNARD PADOAN

Le dernier baril de pétrole viendra de chez nous. En 2018, en marge du Forum économique de Davos, Amin Nasser, le tout-puissant président et administrateur délégué de la compagnie pétrolière nationale arabe, la Saudi Aramco, était on ne peut plus clair dans un entretien accordé à la chaîne télévisée américaine CNN Business : en dépit de sa volonté affichée de s'affranchir de sa pétro-dépendance, le royaume n'en reste pas moins déterminé à extraire jusqu'à la dernière goutte des immenses poches d'or noir qui dorment sous le désert d'Arabie et qui constituent aujourd'hui plus de 80 % des revenus de l'Etat.

C'est que le pays des Saoud – le seul au monde qui porte le nom de ses monarques – s'est bâti sur trois piliers : la garde des lieux saints de l'Islam que sont La Mecque et Medine, l'exploitation des formidables gisements de pétrole dont son sous-sol regorge et, découlant de là, une alliance indéfectible avec les Etats-Unis basée sur un échange de bons procédés – la protection militaire américaine contre un flux ininterrompu de barils.

Le brut « Arabian Light » a jailli des sables en 1938. Il n'a plus cessé de couler depuis. Assise sur les deuxièmes plus grandes réserves prouvées du monde (268 milliards de barils, derrière le Venezuela et ses 299 milliards de barils), l'Arabie saoudite est le troisième producteur mondial (derrière les Etats-Unis et la Russie) et le premier exportateur. Au rythme actuel de production, Ryad peut encore extraire du brut pendant plus de 73 ans.

Certes, toutes les réserves mondiales de pétrole sont par définition limitées, et il est désormais communément admis que le pic de l'offre de pétrole conventionnel est dépassé. Actuelle-

ment, ce sont les pétroles non conventionnels (pétrole de schiste américain, sables bitumineux de l'Alberta, gisements en eaux ultra-profondes) qui permettent de compenser le déclin. Mais pour de nombreux observateurs, ce n'est plus tant désormais la date de fin de l'offre qui compte que le recul progressif de la demande – qui frôlait les 100 millions de barils par jour en 2019. Une baisse qui est la conséquence des politiques environnementales pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, et notamment de l'électrification progressive des transports. Ce phénomène de chute de la demande, la planète pétrole vient d'en connaître un avant-goût avec la pandémie de covid, qui a vu la consommation de brut chuter de près de 10 millions de barils par jour.

Scénarios optimistes

Certes, selon le dernier « Energy Outlook » du groupe pétrolier BP, au rythme actuel d'évolution des législations environnementales et des technologies, la consommation pourrait remonter à son niveau d'avant-crise, où elle plafonnera avant de diminuer lentement à partir de 2040. Mais deux scénarios plus optimistes (pour l'environnement), pronostiquent une baisse de la demande à 55 mbj, voire 20 mbj d'ici à 2050. « Le monde aura encore besoin d'hydrocarbures pendant des décennies », pointe Bernard Looney, administrateur délégué de BP. Mais dans des proportions qui pourraient fortement varier. Dans des conditions de fort rétrécissement de la demande, ce sont les pays exportateurs avec les coûts de production les plus faibles qui résisteront le mieux. Sachant qu'il ne faut que 5 dollars pour sortir un baril des sables d'Arabie – le coût de production le plus bas du monde –, la prédiction d'Amin Nasser pourrait bien s'avérer exacte.